

ÉDITORIAL
VINCENT
GEORIS**Le mandat du président s'achève sous tension**

Psychose au pays de Kabila

Armée déployée, réseaux sociaux coupés, rues désertées... Le deuxième mandat de Joseph Kabila se termine dans un pays en pleine psychose. La population hésite entre le soulèvement et la soumission. Nul Congolais n'a envie de revivre les guerres civiles qui ont coûté la vie à des millions de personnes durant les années 90. Nul n'a envie, non plus, de voir Joseph Kabila rester au pouvoir. Les Congolais ont peur. Comme si cela ne suffisait pas d'être nés dans un des pays les plus pauvres du monde.

L'étendue de la fortune de Joseph Kabila révélée par Forbes, 15 milliards de dollars, est une insulte aux dizaines de millions de Congolais qui, eux, vivent avec un peu plus d'un dollar par jour. Cet argent provient d'une galaxie d'entreprises congo-

Joseph Kabila a encore le choix. Il peut s'en aller, en douceur. Sans mettre en danger la vie de ses concitoyens, ni celle de sa famille.

laises dirigées par le clan Kabila, que l'agence Bloomberg vient de mettre au jour.

Exsangue, sans infrastructure, le Congo est aujourd'hui paralysé parce qu'un seul homme refuse de s'en aller. Joseph Kabila a réussi, en 2006 et en 2011, à organiser des élections mais, bizarrement, cette

fois, ce n'est plus possible. Il avance un manque d'argent et l'obligation de recenser la population. Il demande une année supplémentaire. Pour l'opposition congolaise, cette petite année en plus qu'il réclame pourrait aussi devenir deux, trois, voire toute une vie. Au mépris de la Constitution.

Le pouvoir n'a de raison d'être que s'il génère de la prospérité pour la population. Au Congo, il semble être une drogue qui tenaille et transforme avec les années celui qui l'exerce. Pourtant, Joseph Kabila a encore le choix. Il peut s'en aller, en douceur.

Sans mettre en danger la vie de ses concitoyens, ni celle de sa famille. Il peut passer le relais.

La Belgique aurait tort d'abandonner les Congolais pour assister en spectatrice. D'abord, parce que notre pays, qui s'est construit en partie grâce aux revenus des colonies, a encore une dette à l'égard de ce grand pays. Parce que la défense de la démocratie est le devoir de toute nation. Mais aussi parce que 4.000 Belges sont sur place et méritent autre chose que de vivre, eux aussi, dans la peur.